



Un documentaire pour «briser un tabou»

COVID-19 - Totalitarisme helvétique? Le nouveau film du réalisateur Daniel Küzli, était projeté en avant-première mercredi soir à Genève. Que raconte-t-il? Comment a-t-il été financé?

ANNICK CHEVILLAT

Le documentaire Totalitarisme helvétique? du réalisateur Daniel Küzli, se penche sur la période récente de l'épidémie de covid. Et plus précisément sur la porte des droits fondamentaux perçue de manière disproportionnée par la population. Du moins par une partie bien spécifique: celles et ceux qui sont entrés en résistance face aux mesures adoptées par le gouvernement fédéral durant la pandémie.

A l'aide de nombreux témoignages, le cinéaste et son assistante de production, la figure prometteuse de la résistance contre les mesures covid Chloé Frammery, s'attachent à montrer le caractère problématique de leurs yeux de la réponse répressive adoptée durant cette période face aux personnes ayant refusé de porter le masque, d'utiliser le certificat covid ou plus simplement ayant crié «LI-BER-TE» dans la rue. Le film d'une heure et quinze minutes témoigne encore du traitement réservé au personnel de santé ayant refusé de se soumettre aux tests de dépistage covid, alors qu'ils étaient pas vaccinés.

Comparaison avec la Deuxième Guerre mondiale

La situation et surtout la perte de droits fondamentaux sont analysées par Suzanne Sandoz, ancienne conseillère nationale et ancienne juriste, et Jacques Pilet, journaliste, avec comme seule source médiatique entre la RTS et ses nombreuses émissions d'actualité sur le sujet. Daniel Küzli explique son choix: «Parce que la SSR, pour reprendre les termes du rédacteur en chef de la RZZ, est devenue le média du Conseil fédéral, et a été désemparée par l'AIEP [Autorité indépendante d'examen des plaintes, ndr], puis par le Tribunal fédéral. J'aurais pu citer toute la presse écrite.»

Un parallèle est également tiré par l'historien Hans-Ulrich Jost, notamment, entre la prise

La séquence d'ouverture du film «Totalitarisme helvétique?», est mise en scène à la façon d'un théâtre de marionnettes. **CAROLINE FROUIN**

de pouvoir par le Conseil fédéral durant la Deuxième Guerre mondiale et celle de la période covid. Un parti pris assumé par

le Conseil fédéral en 1945, comme lors du covid, brisent le cadre constitutionnel en bafouant particulièrement les droits fondamentaux: éducation, libertés politiques, etc. Il a fallu dix ans pour un retour à la normale en 1949, au prix d'une initiative.

Unilatéral, le documentaire soulève la question de la proportionnalité de la répression, sans évoquer de sources scientifiques, ni médicales et encore moins politiques. Un choix assumé qui a compliqué le financement et la diffusion du documentaire.

L'affiche du film mentionne le soutien de la SSR, de la Fondation romande pour le cinéma Gauderon et de la Loterie romande.

Contactées, ces institutions expliquent que le réalisateur a utilisé un mécanisme de financement automatique qui ne nécessite pas une adhésion au contenu.

300 000 francs de budget

Ainsi, le réalisateur a utilisé le fonds dit de «soutien complémentaire à l'écriture», dont il dispose chez Gauderon. Un compte personnel où sont versées les royalties sur les entrées en salle et les diffusions télévisuelles d'anciens documentaires. Primes que chaque créateur est libre d'utiliser comme il le souhaite. La SSR tient tout de même à préciser que ce film n'est pas une coproduction de la SSR et [que] l'entreprise n'a pas été impliquée dans le contenu. La présence des logos de ces institutions sur l'affiche du film est donc légitime, y compris celui de la Loterie romande, puisque

ses fonds dédiés au cinéma sont gérés par Gauderon. Par contre, la Loterie romande a refusé de soutenir la diffusion du film.

Les commissions sélectives des institutions ont rejeté le financement du film à l'unanimité

Si le documentaire a bénéficié d'un financement automatique de ces institutions, elles ont toutes refusé d'allouer des fonds supplémentaires au projet lors de leurs séances de sélection qualifiantes, comme le confirme Daniel Küzli: «Les montants qui m'ont été octroyés

obligatoirement proviennent de la «dette» de la SSR «d'un passage antérieur» d'environ 12 000 francs, bonifiés à la même

raison. Soit une somme d'environ 300 000 francs, pour un budget total de 300 000 francs. Toutes les commissions sélectives, comme celle de la RTS, ont rejeté le film, à l'unanimité.»

Les difficultés de financement du projet ont pas arrêté Daniel Küzli, qui estime important de «briser un tabou: l'ampleur de la répression. Personne n'a thématiquement cette question et j'ai dû mener une longue enquête pour avoir les chiffres, notamment à Genève. Il est important pour moi de montrer que l'on ne bafoue pas ainsi la Constitution, à coups d'arrêts spéciaux et autres arrêtés urgents, pour n'importe quel prétexte. Reste à démontrer que la pandémie de covid est un prétexte. Ce que le film ne fait pas.»

Le film qui revigore les opposants aux mesures covid

PERVUEUR La première projection du documentaire dénonçant la répression durant la crise du coronavirus a fait salle comble, avec près de 600 spectateurs. L'occasion pour les réfractaires aux dispositions sanitaires de crier leur indocilité

ANNICK CHEVILLAT

«En tant que non-vaccinés, nous avons vécu la période du covid comme très autoritaire. Nous sommes venus pour rencontrer d'autres résistants», explique Virginie. Sa sœur et prof de maths bachelier à la retraite. Assis au dernier balcon du cinéma Arlitt, à Genève, elle et son mari assistent à l'avant-première du film réalisé par Daniel Küzli Totalitarisme helvétique?, un événement qu'elle a repéré dans un canal Telegram.

Virginie n'est pas la seule à s'être pressée à l'entrée du cinéma: selon les informations obtenues sur place, 400 billets ont été vendus en ligne et plus de 150 sur place. L'enthousiasme est tel que des spectateurs ont passé la soirée par terre.

Applaudissements et huées

La soirée a débuté dans une ambiance bon enfant avant de se muer en bouillonnement détonatoire. En prenant place, chacun se réjouit d'entendre les invités de marque, parfois controversés après



«Il n'y aurait pas eu ce film sans les dizaines de milliers de manifestants contre l'infamie du pass [sanitaire].»

DANIEL KÜZLI, RÉALISATEUR

leurs déclarations sur le Covid-19. Parmi eux-ci: le professeur Christian Perronne, Astrid Buckelberg, Chloé Frammery et Jean-Dominique Michel. «Chers amis, chers collègues, il n'y aurait pas eu ce film sans les dizaines de milliers de manifestants contre l'infamie du pass [sanitaire, ndr]», a commencé

Daniel Küzli, le réalisateur, sous un tonnerre d'applaudissements. Tout au long de la soirée, la foule a acclamé, crié ce qui lui plaisait et hué, sifflé à l'unisson les anciens responsables politiques Alain Berset ou encore Mauro Poggia, qui apparaissent dans le documentaire. Cette réaction a mis mal à l'aise une spectatrice: «Nous avons été victimes d'un effet de société qui nous a conduits! Il ne faut pas à notre tour nous laisser emporter par un effet de groupe», nuance-t-elle.

Le film fait état de témoignages de personnes ayant été confrontées à la police pour ne pas avoir porté un masque lorsqu'il était requis, en l'absence d'un certificat valide ou lors d'une manifestation contre les mesures sanitaires, par exemple. «Je suis impressionnée de voir la violence des policiers durant cette période», réagit une spectatrice. «J'ai vécu cette violence à travers ma famille, mes collègues, ou de la part du corps médical», ajoute cette employée dans le domaine de la communication. «Le film montre la disproportion de la répression mais aussi l'acquiescement du pouvoir le Conseil fédéral, qui a orchestré l'absence de débat sur le masque, sur le vaccin. Les complottistes, ce sont seulement ceux qui avaient compris avant», ajoute une retraitée. Deux amies se repoussent: «Le film dénonce des abus documentés,

de l'oppression policière, des abus de pouvoir et la discrimination envers les personnes qui ne marchaient pas droit.»

Dénoncer la «dérive totalitaire»

Après le film, les réactions du panel d'invités fusent. Jean-Dominique Michel fustige les médias et leur participation à la dérive totalitaire. Conséquence, certains spectateurs s'indignent: «Pouvez-vous tout dire? Non, je préfère ne pas vous parler, vous êtes complots», adresse un homme à l'entrée de ces lignes. La rock star de la soirée, l'infectiologue français Christian Perronne, s'est réjoui de voir qu'il y avait «de plus en plus d'éveillés». Il veut mettre en garde: «Le covid est la première page d'un nouvel ordre mondial et de l'Etat profond», mentionne-t-il, faisant référence à une théorie selon laquelle il existerait une hiérarchie parallèle détenant secrètement le pouvoir décisionnel sur la société.

A la fin de la projection, le public s'est retrouvé autour d'un apéritif. Au menu, dédicaces de livres, signature d'une pétition pour lever les peines infligées aux opposants aux mesures sanitaires et fascicules annonçant une conférence sur «la vie extraterrestre, mythologie ou réalité». Le film continuera sa route dans les prochaines semaines: il sera projeté dans plusieurs salles de Suisse romande, à Lausanne, Pribourg, Neuchâtel et Delémont. »